



**Duhamel Kahn
& Associés
Midi-Pyrénées**

Expertise comptable
Commissariat aux comptes
Audit et Conseil

Eric Gillis
Stéphane Saint-Martin
Associés

Association Mas de Latour

Lieu-dit Mas de Latour

46150 Catus

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions

Aux membres de l'assemblée générale,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions règlementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, en application de l'article R 314-59 du code de l'action sociale et des familles, il nous appartient de vous communiquer, le cas échéant, certaines informations relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'organe délibérant.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences consistent à vérifier la concordance des informations qui nous sont données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce et L 313-25 du Code de l'action sociale et des familles.

CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ORGANE DELIBERANT

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application des dispositions de l'article R 314-59 du Code de l'action sociale et des familles, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'organe délibérant au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Nom des personnes	Informations relatives à la convention	
	Nature	Montant brut annuel
Monsieur Christophe GUYE	Contrat de travail	74 575 €

Les organes de direction de l'association Mas de Latour ont perçu un total de rémunération brute d'un montant de 74 575 € au titre de l'exercice 2024.

Toulouse, le 16 mai 2025.

SARL DUHAMEL KAHN MIDI PYRENEES

Commissaire aux Comptes

Stéphane SAINT-MARTIN



**Duhamel Kahn
& Associés
Midi-Pyrénées**

Expertise comptable
Commissariat aux comptes
Audit et Conseil

Eric Gillis
Stéphane Saint-Martin
Associés

Association Mas de Latour

Lieu-dit « Mas de atour »

46150 Catus

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

En exécution de la mission qui nous a été confiée par assemblée générale du 29 juin 2023, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Mas de Latour** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe à savoir :

- La note « Autres informations » de l'annexe des comptes annuels qui porte sur un litige en cours opposant l'association et un fournisseur.

II - FONDEMENT DE L'OPINION

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que nous avons procédé aux diligences nécessaires afin de nous assurer de la réalité et de la concordance des produits de la tarification perçus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

V - RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI - RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Toulouse, le 16 mai 2025.

SARL DUHAMEL KAHN MIDI PYRENEES

Commissaire aux Comptes

Stéphane SAINT-MARTIN



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

COMPTES ANNUELS

- *bilan*
- *compte de résultat*
- *annexe légale*

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		157 862	68 368
PRODUITS FINANCIERS	De participation	5	5
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	155 408	54 234
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total des produits financiers		155 413	54 239
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	44 177	44 580
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		44 177	44 580
RESULTAT FINANCIER		111 236	9 659
RESULTAT COURANT avant impôts		269 098	78 027
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	49 198	1 040
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	13 000	79 200
	Total des produits exceptionnels	62 198	80 240
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	20 768	261
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	151 454	5
	Total des charges exceptionnelles	172 222	266
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(110 024)	79 974
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		7 457	2 624
TOTAL DES PRODUITS		4 049 503	3 809 377
TOTAL DES CHARGES		3 897 887	3 654 000
EXCEDENT ou DEFICIT		151 616	155 377
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Compte de Résultat

1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	310	305
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	17 605	25 410
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	3 684 641	3 481 824
	Versements des fondateurs ou confirmations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	28 331	56 978
	Utilisations des fonds dédiés	43 835	63 399
	Autres produits	57 171	46 982
Total des produits d'exploitation		3 831 892	3 674 899
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	633 302	646 543
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	197 378	158 182
	Salaires et traitements	1 737 346	1 716 624
	Charges sociales	699 235	680 753
	Dotation aux amortissements et dépréciations	322 909	330 600
	Dotation aux provisions	32 355	66 461
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	51 505	7 368
Total des charges d'exploitation		3 674 031	3 606 531
RESULTAT D'EXPLOITATION		157 862	68 368

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	328 674	328 674
	Fonds propres complémentaires	198 981	146 786
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	2 994 175	2 815 162
	dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	2 971 373	2 792 360
	Autres		
	Report à nouveau	363 994	329 042
	Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	363 708	474 492
Fonds reportés et dédiés	Excédent ou déficit de l'exercice	151 616	155 377
	dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	187 940	103 181
	Total des fonds propres (situation nette)	4 401 149	4 249 532
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	6 399	7 118
	Provisions réglementées	562 660	411 206
	Total des autres fonds propres	569 059	418 324
	Total des fonds propres	4 970 207	4 667 856
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Fonds dédiés sur concours publics	580 092	623 927
	Total des fonds reportés et dédiés	580 092	623 927
Provisions	Provisions pour risques	33 361	33 361
	Provisions pour charges	433 252	413 159
	Total des provisions	466 613	446 520
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 104 808	1 151 567
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	108 465	101 546
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	509 441	455 079
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		39 371
	Autres dettes	15 720	19 373
	Produits constatés d'avance		25
	Total des dettes	1 738 434	1 766 961
Ecarts de conversion passif			
TOTAL PASSIF		7 755 345	7 505 264
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		151 616,22	155 377,17
(1) Dont à moins d'un an		690 751	667 364
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Bilan Actif

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement	3 157	3 157		
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	10 311	10 311		
	Autres immobilisations incorporelles (1)	1 973	1 973		
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	299 401	13 255	262 146	271 450
	Constructions	5 027 416	2 805 246	2 222 170	2 224 758
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	311 044	362 908	95 237	93 507
	Autres immobilisations corporelles	667 056	449 130	217 926	123 457
	Immobilisations corporelles en cours	4 306		4 306	30 873
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés	9 360		9 360	9 360
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 617		2 617	2 261
TOTAL (I)		6 583 741	3 769 980	2 813 761	2 755 664
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	713		713	165
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	346 930		346 930	404 403
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	67 938	39 000	28 938	41 331
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	4 258 596		4 258 596	3 856 863
	DISPONIBILITES	291 604		291 604	432 447
	Charges constatées d'avance	14 803		14 803	14 392
	TOTAL (II)	4 980 584	39 000	4 941 584	4 749 600
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		11 564 325	3 808 980	7 755 345	7 505 264
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				2 617	
(3) dont à plus d'un an					

Règles et Méthodes Comptables

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES MISSIONS SOCIALES ET DES MOYENS DE L'ENTITE

Objet social

Le Centre Génuyer a été fondé par Madame Génuyer en 1820.

L'association Mas de Latour a pour but de gérer et administrer les établissements créés par la Congrégation des Soeurs de la Miséricorde de Moissac en faveur des mineurs déficients intellectuels avec ou sans troubles associés et des handicapées adultes des deux sexes.

Elle gère un Pôle adulte et un Pôle enfance/adolescence et tous les établissements et services de son ressort.

Elle a également pour but de créer, gérer et administrer tous nouveaux établissements ou services d'utilité sociale.

La durée de l'Association est illimitée.

Missions sociales

L'association Mas de Latour gère le Foyer de Vie le Mas de Latour sur le département du Lot qui dispose d'une capacité de 53 places.

Le Foyer de Vie le Mas de Latour relève de l'article L312-1 alinéa 7 du Code sociale et des familles.

Il accueille 52 personnes handicapées mentales adultes bénéficiant d'une orientation en Foyer de Vie prononcée par la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées de la Maison Départementale des Personnes Handicapées et dispose d'une place d'accueil temporaire.

Le projet d'établissement décrit la mission générale du Foyer autour de 3 axes :

- Accompagnement pour l'autonomie des personnes : cela se traduit essentiellement par l'accompagnement des usagers dans les gestes de la vie quotidienne ;
- Accompagnement pour favoriser le maintien des acquis : par la mise en place d'activités en interne et en externe en support ou en médiation qui permettent aux personnes accueillies d'être sollicitées sur des domaines dans lesquels elles disposent de connaissances, d'un savoir-faire ou d'un savoir être ;
- Lien social et promotion de la citoyenneté : cela consiste à favoriser l'ouverture vers l'extérieur afin de permettre aux usagers de créer du lien social, d'intégrer leur environnement comme des acteurs à part entière ;

Règles et Méthodes Comptables

Ces 3 axes de travail sont mis en œuvre de façon adaptée aux singularités de chacun qui sont évaluées et développées dans les projets individualisés des personnes accueillies.

L'accompagnement des usagers accueillis dans l'établissement s'est poursuivi dans le cadre de sa mission (autonomie, maintien des acquis, citoyenneté).

Moyens mis en œuvre et ressources

Les moyens d'action de l'association sont les démarches et en général toutes les activités nécessaires à la bonne marche et au développement de l'œuvre, la publication et la diffusion de tous bulletins et mémoires, la présentation de toutes demandes nécessaires à la réalisation de son but social.

L'association fait partie du regroupement GC LOT qui regroupent plusieurs associations lotoises intervenant dans le champ social et médico-social leur permettant ainsi une mutualisation de moyens et des compétences.

Le Foyer de Vie le Mas de Latour relève du champ du handicap adulte et en conséquence de la compétence du Conseil Départemental du Lot qui le finance au titre de l'Aide Sociale Adulte sous la forme du versement d'un prix de journée. Les usagers participent à leurs frais d'hébergement conformément à l'article R.344-29.

L'activité a été de 18 597 journées au 31/12/2024.

L'effectif est de 49.54 ETP au 31/12/2024.

Les investissements de l'exercice 2024 se sont élevés à 428 342 euros.

REGLES GENERALES

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'association.

Règles et Méthodes Comptables

Méthode générale

Les comptes annuels de l'exercice au **31/12/2024** ont été établis conformément aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06, n°2019-04 et 2020-08 relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Méthode d'amortissement

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remise et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 10 à 20 ans
- * Matériel et outillage industriels : 4 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 à 20 ans
- * Matériel de transport : 4 à 6 ans
- * Matériel de bureau : 3 à 8 ans
- * Matériel informatique : 2 à 5 ans
- * Mobilier : 5 à 10 ans

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours

Règles et Méthodes Comptables

du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Engagement de retraite

L'association dépend de la convention collective des "établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées" signée le 15/03/1966.

Cette convention collective prévoit des indemnités de fin de carrière. Aucun autre accord particulier n'a été signé par l'association concernant l'indemnité de fin de carrière.

L'engagement de fin de carrière est constaté sous forme de provision.

Depuis le 01/01/2006, l'association a adopté la méthode rétrospective prorata temporis. Cette méthode évalue l'indemnité à verser puis la proratise selon le rapport ancienneté acquises/ancienneté totale.

Les hypothèses suivantes ont servi de base au calcul de la dette actuarielle de l'association en matière d'engagement de retraite à savoir :

- augmentation annuelle des salaires = 4%
- taux d'actualisation = 2.75 % (inflation comprise)
- date de départ à la retraite = 67 ans
- taux de rotation du personnel = très faible
- taux de charges sociales ou de contributions sur les indemnités de mise à la retraite = 50%
- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire TG 05
- la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective prorata temporis
- la provision pour retraite ainsi déterminée prend en compte l'ensemble des salariés.

Règles et Méthodes Comptables

La dotation aux provisions pour indemnité de retraite constatée en 2024 s'élève à 32 092 euros tandis que la reprise sur provisions pour indemnité de retraite s'est élevée à 11 257 euros. Ainsi la provision pour retraite figure au passif du bilan en date du 31 12 2024 s'élève à 408 894 euros.

SARL DUHAMEL KAHN & ASSOCIES
31100 TOULOUSE
Tél. : 05 61 77 04 04 - accueil@dk-partners.com

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

AUTRES INFORMATIONS :

Fonds de solidarité :

L'établissement Foyer de Vie le Mas de Latour détient pour le compte de ses résidents un fonds de solidarité qui s'élève à 9 393.85 euros au 31 12 2024.

Affaire Joffre :

Un arrêt de la Cour d'appel a été rendu en 2020 favorable au Mas de Latour, qui a fait l'objet d'un pourvoi en Cassation.

Depuis 2020, les comptes intégraient une dépréciation de la créance pour un montant de 253 567 euros.

Le 03/11/2022 un protocole transactionnel a été signé pour 139 936.49 euros.

La dépréciation de la créance a été ramené aux sommes non encaissées au 31/12/2024 soit 39 000 euros.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	3 157					3 157
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	13 499				1 215	12 284
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					1 215	15 442
CORPORELLES	Terrains	384 707		14 694			399 401
	Constructions sur sol propre	4 799 492		222 129		89 297	4 842 234
	sur sol d'autrui	138 445		10 656		2 989	146 112
	instal. agencet aménagement	39 069					39 069
	Instal technique, matériel outillage industriels	426 952		42 233		11 041	458 144
	Instal., agencement, aménagement divers	96 032		38 695		11 649	123 078
	Matériel de transport	249 178		82 722		43 800	288 099
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	248 097		16 253		8 995	255 355
	Emballages récupérables et divers			524			524
	Immobilisations corporelles en cours	30 873				26 567	4 306
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		6 322 755		427 906		194 338	6 556 323
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	9 360					9 360
	Prêts et autres immobilisations financières	2 261		436		80	2 617
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 621		436		80	11 977
TOTAL		6 351 032		428 342		195 633	6 583 741

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	3 157			3 157
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	13 499		1 215	12 284
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 656		1 215	15 442
CORPORELLES	Terrains	113 257	23 997		137 255
	Constructions sur sol propre	2 474 731	204 070	70 168	2 608 633
	sur sol d'autrui	53 984	1 587		55 571
	instal. agencement, aménagement	133 443	10 305	2 706	141 042
	Instal technique, matériel outillage industriels	333 445	40 400	10 937	362 908
	Autres instal., agencement, aménagement divers	60 059	8 878	10 476	58 461
	Matériel de transport	195 099	20 269	43 800	171 567
	Matériel de bureau, mobilier	214 693	13 349	8 995	219 046
	Emballages récupérables et divers		55		55
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		3 578 712	322 909	147 083	3 754 538
TOTAL		3 595 368	322 909	148 298	3 769 980

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres	411 206	151 454		562 660
	PROVISIONS REGLEMENTEES	411 206	151 454		562 660
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	388 059	32 092	11 257	408 894
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	58 461	263	1 005	57 719
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	446 520	32 355	12 262	466 613
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	52 000		13 000	39 000
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	52 000		13 000	39 000
TOTAL GENERAL		909 725	183 809	25 262	1 068 272
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			32 355 151 454	12 262 13 000	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 617	2 617	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	346 930	346 930	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 595	1 595	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	66 343	66 343	
	Charges constatées d'avance	14 803	14 803	
	TOTAL DES CREANCES	432 288	432 288	
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	1 104 808	57 126	230 592	817 090
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	108 465	108 465		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	254 686	254 686		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	230 658	230 658		
	Impôts sur les bénéfices	7 457	7 457		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	16 640	16 640		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	15 720	15 720		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	1 738 434	690 751	230 592	817 090
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	46 466			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	475 459	52 196			527 655
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	2 815 162		179 013		2 994 175
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	2 792 360		179 013		2 971 373
Autres réserves					
Report à nouveau	329 042		34 952		363 994
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	424 492			213 965	363 708
Excédent ou déficit de l'exercice	155 377	(155 377)	151 616		151 616
dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	103 181	(103 181)	187 940		187 940
Situation nette	4 249 532		365 581	213 965	4 401 149
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	7 118			719	6 399
Provisions réglementées	411 206		151 454		562 660
TOTAL	4 667 856		517 035	214 684	4 970 207

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
			Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contrib. fi. des autorités de tarification	433 927		43 835			390 092	
Fonds dédiés à l'investissement Bât Mas	190 000					190 000	
Fonds dédiés à l'investissement							
Subventions d'exploitation							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	623 927		43 835			580 092	

dkpartners
SARL DUHAMEL KAHN & ASSOCIES
9 rue Louis Courtois de Viozès Bât. 3 1^{er} étage
31100 TOULOUSE
Tél. : 05 61 77 04 04 - accueil@dk-partners.com

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

	31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT COMPTABLE		
Reprise du résultat antérieur	151 616	155 377
EXCEDENT ou DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	151 616	155 377
Dont résultat effectif sous gestion propre	(36 324)	52 196
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	187 940	103 181

dkpartners
 SARL DUHAMEL KAHN & ASSOCIES
 31100 TOULOUSE
 05 61 77 04 04 - accueil@dk-partners.com

dkpartners

SARL DUHAMEL KAHN & ASSOCIES
9 rue Louis Courtois de Viçose Bât. B 1^{er} étage
31100 TOULOUSE
Tél. : 05 61 77 04 04 - accueil@dk-partners.com